



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 09 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JOHN COCKERILL Hydrogen France

1 rue des Pins
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006704815_20241128_JCHF_VIIC_risque-et-EDD
Code AIOT : 0006704815

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 novembre 2024 dans l'établissement JOHN COCKERILL Hydrogen France implanté 1 rue des Pins 68700 Aspach-Michelbach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il est à noter pour la bonne compréhension du présent contrôle que le site d'Aspach-Michelbach est exploité administrativement par la société JOHN COCKERILL Hydrogen France. Cette société est responsable administrativement de l'autorisation d'exploiter l'ensemble des installations figurant à l'adresse précitée. Ces installations sont en revanche exploitées commercialement par deux entités juridiques différentes :

- d'une part, la société JOHN COCKERILL Hydrogen France qui exploite la partie « Sud » du site avec des installations de travail mécanique des métaux, et du traitement de surface, dont l'objectif est de produire des composants-clés d'électrolyseurs destinés à produire de l'hydrogène décarboné,
- d'autre part, la société JOHN COCKERIL Europe Environnement qui exploite la partie nord du site, avec des installations de transformations et stockages de matières plastiques, dont l'objectif est de produire des équipements de ventilation industrielle et de dépollution de l'air (traitement des gaz corrosifs, toxiques et odorants).

Le présent contrôle a été réalisé dans le but de vérifier la mise en œuvre par l'exploitant (administratif) d'un certain nombre de dispositions réglementaires en lien avec la maîtrise des risques dans ses installations, et les éléments présentés par l'exploitant dans l'étude de dangers du site.

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre de l'analyse des éléments transmis par l'exploitant suite aux inspections des 15/12/2022 et 27/03/2024, et de la demande d'aménagement de prescriptions formulées par l'exploitant dans ses courriers des 14/05/2024 et 12/07/2024. Les études « dispersion des fumées d'incendie » (rapport ARIA/2022.032_V2 du 02/06/2022) et « Modélisations des départs de feu à l'intérieur de l'atelier de la chaîne de nickelage H2 » (rapport REH2023N01452-RAM-RP-00001 du 19/10/2023), ainsi que le porter à connaissance du 03/12/2024 (situation administrative des installations) ont également été utilisés pour ce contrôle.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, l'Inspection a été amenée, en amont du contrôle sur site, à examiner le contenu de l'étude de dangers des installations. Dans ce contexte le présent rapport de contrôle et son annexe (annexe 1 – avis de l'Inspection sur l'étude de dangers des installations) permettent de fournir à l'exploitant les éléments nécessaires pour compléter l'étude de dangers de ses installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOHN COCKERILL Hydrogen France
- 1 rue des Pins 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006704815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société John Cockerill exploite sur son site de Aspach, une installation de fabrication de composants-clés d'électrolyseurs destinés à produire de l'hydrogène décarboné.

Thèmes de l'inspection : Maîtrise des risques industriels, étude de dangers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées dangereuses et plan des stockages	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 71.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	État des matières stockées combustibles	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 71.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Classement ICPE	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46-II	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de première intervention R.I.A	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 7.3.3	Demande d'action corrective	6 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 7.3.6 et 1.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Identification des effets d'un incendie généralisé sur site	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 7.3.5	Demande d'action corrective	6 mois
8	Étude de dangers	Code de l'environnement articles L.181-25 et D181-15-2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des éléments transmis par l'exploitant mettent en avant que le site est exploité en non-conformité aux dispositions qui lui sont opposables pour les points suivants :

- l'état des matières stockées n'est pas conforme aux dispositions des articles 71.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022 et 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 (absence de plans de localisation associé à l'état des matières stockées, incomplétude de l'état des matières stockées vis-à-vis de l'ensemble des activités couvertes par l'autorisation d'exploiter, etc),
- en non-conformité à l'article 71.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022, l'exploitant n'a pas recensé l'ensemble des zones à risques incendie, toxique ou explosion sur son site bien que des potentiels de dangers correspondants ont pu être constatés sur site,
- contrairement aux dispositions prévues par l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas déclaré des modifications d'activités, tel que le stockage de matériaux polymères soumis à la rubrique 2663,
- les Robinets d'Incendie Armés imposées par l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022, ne sont pas mis en place par l'exploitant dans son atelier de traitement de surface,
- les dispositions relatives à la mise en place d'un plan de défense incendie sur site, ne sont pas respectées par l'exploitant,
- l'exploitant n'a pas fourni d'étude permettant de répondre à la prescription de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022, en lien avec les conditions d'octroi initiales de son autorisation d'exploiter (procédure d'enquête publique et consultation de l'autorité environnementale),
- compte tenu des nombreux écarts relevés par l'Inspection lors de l'examen de l'étude de dangers des installations, l'Inspection considère que l'étude de dangers du site n'est pas conforme aux dispositions des articles L181-25 et D181-15-2-III du code de l'environnement. Un avis quant aux compléments à fournir est fourni en annexe du présent rapport.

Bien que le nombre de non-conformité relevées soit important, l'Inspection considère qu'il n'est en l'état pas proportionné de faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement, compte tenu notamment d'engagements fermes (commandes avec échéancier court de mise en conformité) reçus par l'Inspection entre le constat et la rédaction du présent rapport, ou de la nature documentaire simplement résolubles pour certaines non-conformités.

Par ailleurs les constats réalisés sur site et l'examen de l'étude de dangers des installations mettent en avant la nécessité que cette dernière soit complétée de manière approfondie par l'exploitant. Un avis quant aux compléments à fournir est fourni **en annexe 1** du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées dangereuses et plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Un inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, auquel est annexé un plan général des stockages, est tenu à jour.
Constats : En amont du constat, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'état des matières stockées de ses installations établi le 13/11/2024. Le contrôle de ce document, et les constats réalisés sur site montre que :

- a minima un stockage de matière dangereuse (HCl 33%) n'est pas stipulé dans l'état des matières stockées, bien que la présence d'environ (lecture sur niveau flotteur sur la cuve) 15 tonnes de produits aient été constatées sur site lors du contrôle,
- l'état des matières dangereuses stockées transmis ne fait état que des matières présentes au sein des installations dont la responsabilité commerciale relève de la société John Cockerill Hydrogène France,
- aucun plan général des stockages n'est annexé à cet état des matières stockées.

Postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 03/12/2024 l'état des matières stockées mis à jour au 02/12/2024 (Stock produits chimiques et combustibles site JCH 02_12_2024) et un plan (Plan des zones de danger ICPE - John Cockerill EE SAS). Cet état des matières stockées modifié suite aux non-conformités relevées lors du contrôle, contient désormais le stockage d'HCl 33 % initialement absent. En revanche le document transmis ne permet toujours pas d'accéder directement aux quantités de produits susceptibles d'être présentes dans la partie sous la responsabilité commerciale de la société John Cockerill Europe Environnement. Par ailleurs le plan fourni ne permet pas de localiser les stockages présents au sein des parties de l'exploitant dont la responsabilité commerciale incombe à la société John Cockerill Hydrogène France.

Ainsi malgré les éléments transmis postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant ne respecte toujours pas intégralement la prescription contrôlée pour l'ensemble des installations incluses dans le périmètre de son autorisation, à savoir les locaux sous responsabilité commerciale de John Cockerill Hydrogène France et John Cockerill Europe Environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'associer à son état des matières stockées un plan général localisant les zones identifiées dans l'état des matières stockées.

Il appartient à l'exploitant de fournir des éléments consolidés pour l'ensemble du périmètre des installations (telles qu'autorisées par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des matières stockées combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

En lien avec le point de contrôle précédent, lors du contrôle sur site des installations l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des matières combustibles stockées, bien que la présence d'un ensemble de matières combustibles telles que :

- Caisses d'emballages en bois,
- Huiles hydrauliques,
- Polymères plastiques (matières premières ou produits finis),

ont pu être constatées au sein des installations.

Il est cependant à noter que les huiles hydrauliques présentes (contrôle par échantillonnage) figuraient dans l'état des matières stockées fourni en amont du contrôle mais la nature du risque

associé (combustible en l'occurrence) n'est pas mentionnée dans le document. Il n'est ainsi pas possible d'accéder à cette information sans analyse des Fiches de Données Sécurité des produits ou connaissance des caractéristiques techniques des produits.

Postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 03/12/2024 l'état des matières stockées mis à jour au 02/12/2024 (Stock produits chimiques et combustibles site JCH 02_12_2024) et un plan (Plan des zones de danger ICPE - John Cockerill EE SAS). Cet état des matières stockées modifié suite aux non-conformités relevées lors du contrôle, contient désormais les matériaux combustibles identifiés sur site lors du présent contrôle, tels que les caisses d'emballages en bois, et les huiles hydrauliques, en indiquant pour ces dernières le caractère combustible associé à ces produits. Concernant les matières plastiques stockées dans la partie où la responsabilité commerciale appartient à la société John Cockerill Europe Environnement, elles ne sont pas intégrées à l'état des matières stockées fourni par la société John Cockerill Hydrogène France. L'exploitant administratif des installations et titulaire de l'autorisation (John Cockerill Hydrogène France), a fourni les informations relatives aux quantités de matières plastiques susceptibles d'être présentes via le contenu du courrier électronique du 03/12/2024.

Ainsi malgré les éléments transmis postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant ne respecte toujours pas intégralement la prescription contrôlée pour l'ensemble des installations incluses dans le périmètre de son autorisation, à savoir les locaux sous responsabilité commerciale de John Cockerill Hydrogène France et John Cockerill Europe Environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de fournir des éléments consolidés pour l'ensemble du périmètre des installations (telles qu'autorisées par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 71.2

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

En amont du contrôle sur site l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des zones à risque de son site référencé : « ASP-HSE-PL-0-0000-001 Zone dangers » version A du 18/10/2024. Ce plan met en avant la présence de différentes zones à risques sur site :

- risque explosion : pour la chaufferie et le dépoussiéreur de la grenailleuse,
- risque incendie : pour le stockage d'aérosols pleins et vides.

Lors du contrôle sur site l'Inspection a mis en avant les écarts suivants :

- le plan fourni n'inclut pas les locaux exploités commercialement par la société John Cockerill Europe Environnement,
- le plan fourni n'identifie pas l'ensemble des zones à risque incendie et explosion présentes au sein des installations, ainsi par exemple :
 - la zone dénommée « stockage H2 » sur le plan est à considérer comme une zone à risque incendie du fait de la présence de caisses en bois combustibles,
 - des tuyauteries de gaz naturel sont présentes au sein des locaux (traitement de surface, travail mécanique des métaux, etc) avec des aérothermes fonctionnant au gaz, des panoplies de distributions sont a minima présentes à l'est et à l'ouest des bâtiments du site. L'ensemble de ces éléments sont des équipements à risque incendie et sont susceptibles de générer des zones à risque d'explosion,
 - la chaufferie est uniquement identifiée pour un risque explosion, alors que la présence de gaz naturel induit un risque incendie dans ce local,
 - la zone de charge des chariots élévateurs n'est pas identifiée comme une zone à risque incendie ou explosion,
- les consignes associées à observer en lien avec le risque identifié par l'exploitant ne sont pas toujours affichées par l'exploitant à l'entrée ou au droit des zones à risques, notamment dans la zone de stockage des déchets dans l'atelier travail mécanique des métaux, et de fait dans les zones non identifiées à risque par l'exploitant telle que la zone à risque incendie du magasin de stockage dit « H2 ».

Il est à noter que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit que :

« « Local à risque incendie » : enceinte fermée contenant des matières combustibles, inflammables ou explosives et occupée, de façon périodique ou ponctuelle, par du personnel. Ici les locaux à risque incendie sont, entre autres, les chaufferies, les locaux de charge d'accumulateur, les zones de stockages de produits combustibles, inflammables ou explosifs. »

Par ailleurs postérieurement au contrôle l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des zones à risque pour la partie « Europe Environnement » : Plan des zones de dangers ICPE - John Cockerill EE SAS du 02/12/2024.

Ce plan identifie les zones suivantes :

- armoire contenant des pots de colles pour étanchéité,
- zone de charge batterie des chariots élévateurs,
- zones de stockages extérieures et intérieures.

L'Inspection considère le plan transmis non conforme puisqu'il ne prend pas en considération la zone de fabrication comme une zone à risque incendie. Cette zone met potentiellement en œuvre des quantités importantes de matières plastiques combustibles, par ailleurs afin d'appuyer ce constat, l'Inspection se réfère à l'article 8 de l'arrêté ministériel 27/12/2013 (arrêté ministériel de prescription général pour la rubrique n°2661 à enregistrement) qui stipule que :

« Les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2661 ainsi que les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens du présent arrêté. »

L'Inspection constate que le plan transmis est erroné puisque les zones de stockages à risque incendie, notamment les zones extérieures ne correspondent pas en superficie aux zones de stockages constatées sur site. Les zones contrôlées sont plus étendues que les zones prises en considération par l'exploitant.

L'Inspection constate qu'à l'instar des éléments relatifs à l'état des matières stocké,

l'identification des zones à risque pour la partie exploitée commercialement par John Cockerill Europe Environnement, n'est pas intégrée aux documents de l'exploitant administratif du site. Ce constat est confirmé par le contrôle du plan de défense incendie dans sa révision « E » transmis par l'exploitant postérieurement au contrôle qui ne reprend pas les éléments d'identification des risques pour la partie « Europe Environnement ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46-II

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescription contrôlée :

[...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

Constats :

Le contrôle sur site de la prescription contrôlée a été orienté (en lien avec les constats relatifs à l'identification des zones à risques) sur la situation administrative des installations liées aux rubriques n° 2661-2 et 2662 telles que décrites dans l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 2022 encadrant les installations du site. Ainsi la situation administrative telle qu'autorisée aujourd'hui pour ces 2 rubriques est la suivante :

2661-2	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j .	Atelier de chaudronnerie plastique	1,2 t /j
2662-3	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³	Atelier de chaudronnerie plastique : Plaques, tubes, accessoires plastiques	95 m³

Les constats réalisés sur site montrent que les capacités de production maximale pouvant être atteintes vis-à-vis des opérations de transformation de polymères par tout procédé mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), excèdent les 1,2 tonnes par jour autorisées, et le seuil de la déclaration fixé à 2t/j. En effet il a pu être notamment constaté sur la présence d'équipement (produits finis ou en cours de fabrication) pour des tonnages dépassant les 15 tonnes. Les encours de fabrication constatés sur la journée de contrôle sont donc à considérer comme supérieurs aux tonnages actuellement autorisés en termes de capacité journalière.

Concernant la rubrique n°2662, il convient de faire application des principes de la note d'interprétation DPPR/SEI/ GV-238 du 17/12/03 sur la précision relative au classement des installations classées relevant des rubriques 2660-2661-2662-2663 de la nomenclature. Ainsi les produits plastiques issus d'une première transformation tel que les produits présents sur site ne doivent pas être classés sous la rubrique n°2662 (qui est réservée aux stockages de polymères "bruts" tels que granulés, polymères non transformés, etc). Pour les activités de seconde transformation (telle que celles pratiquées sur site) à partir de produits semi-finis (découpage de mousse, assemblage de pièces plastiques, thermoformage, etc), le stock de produits semi-finis entrants (rouleaux de PVC, blocs de mousse, etc) tout comme le stock de produits finis après transformation, sont visés par la rubrique 2663.

Ainsi l'exploitant stocke sur site des polymères soumis au classement de la rubrique n°2663 sans que cela n'ait été prévu dans son dossier de demande d'autorisation ayant mené à la rédaction de l'arrêté préfectoral précité. Par un contrôle de volumétrie effectué sur plan (et repérage sur site), il apparaît que les volumes susceptibles d'être stockés pour la rubrique n°2663-2b excède les 1000m³. En effet les volumes présents sur site se décomposent comme suit :

- stockage couvert dit "extérieur" = une volumétrie calculée d'a minima 960 m³ (40 m de longueur, 6 m de large, 4 m de haut)
- stockages extérieurs en partie nord-ouest des installations calculés à 250 m³ minimum (stockage sur la longueur de la façade nord-ouest, soit 50m, sur une profondeur de 5 m, à minimum un mètre de hauteur),
- stockages extérieurs en partie nord-est du site constitués d'une volumétrie calculé d'à minima 200m³ (stockages sur la longueur de la façade nord-est, soit 40m, sur une profondeur de 5 m, à minimum un mètre de hauteur),

L'ensemble de ces éléments excède les 1000m³ du seuil de la déclaration pour la rubrique n°2663-2b, un stockage de "petites" pièces plastiques d'une volumétrie non négligeable (de l'ordre de 100m³ estimé) mais non calculé par l'Inspection existe également dans les installations.

Ces éléments n'ont pas été portés à connaissance du préfet avant le contrôle sur site.

Postérieurement au contrôle sur site, et par courrier du 03/12/2024, l'exploitant informe le préfet de l'existence sur son site d'activités soumises au régime de la déclaration dans les termes suivants :

- atelier de chaudronnerie plastique : rubrique n°2661-2b, pour une capacité de 16 tonnes / jour,
- stockages de plaques, tubes, accessoires pour l'atelier de chaudronnerie plastique : rubrique 2662-2, pour une capacité de stockage de 990m³.

Compte tenu des constats mentionnés ci-avant, et bien que la déclaration relative aux activités de transformation de matières plastiques soit cohérente avec les constats réalisés sur site, l'Inspection considère que l'information transmise par l'exploitant n'est pas recevable, puisqu'elle fait état de stockage soumis à la rubrique n°2662, alors qu'il convient de classer l'activité sous la rubrique n°2663. Par ailleurs, les volumes explicités, qui correspondent au plan des zones à risque transmis par l'exploitant postérieurement au contrôle sur site (cf point de contrôle n°3), ne correspondent pas aux constats réalisés sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de première intervention R.I.A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 7.3.3 et article 1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Extrait de l'article 7.3.3 :</u> Les installations et équipements sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : [...] de robinets d'incendie armés, répartis en fonction des dimensions des bâtiments, situés à proximité des issues, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents,</p> <p><u>Extrait de l'article 1.3.1 :</u> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'objet du présent constat est de caractériser uniquement la présence ou l'absence de dispositifs de première intervention, et non le caractère adapté au risque de ces derniers ou encore la pertinence de leurs localisations.</p> <p>Les prescriptions contrôlées sont complémentaires compte tenu du fait que l'article 7.3.3 mentionne bien pour l'exploitant l'obligation de mise en œuvre de Robinets d'Incendie Armés (RIA) dans l'ensemble de ces locaux, mais le dossier de demande d'autorisation et notamment l'analyse des risques réalisée par l'exploitant (feuillet n°47 de la Pjn°46 – EDD des installations) prévoyait explicitement la mise en œuvre de RIA dans l'atelier traitement de surface, équipements par ailleurs valorisés comme mesures de « protection ou d'intervention » permettant de rendre acceptable le scénario d'incendie généralisé de l'atelier traitement de surface.</p> <p>Lors du contrôle sur site il a pu être constaté par échantillonnage (constat confirmé par l'exploitant) que l'atelier de traitement de surface n'est pas muni de RIA. La présence de ces équipements a par ailleurs été constatée par échantillonnage au sein des ateliers « usinage H2 » et « production H2 » et dans le hall de stockage dit « H2 ».</p> <p>Postérieurement au contrôle, par courriels des 06/12/2024 et 17/12/2024, l'exploitant a transmis un devis (N° 24ZISM4399-A du 12/11/2024) et un bon de commande (N° 4500839470 du 16/12/2024) pour l'installation de 11 RIA pour le 31/01/2025.</p> <p>L'Inspection note la réactivité de l'exploitant pour se mettre en conformité. Cependant à la date du présent rapport, la non-conformité ne peut être considérée comme résorbée.</p> <p>Il est également à noter que l'Inspection a pu constater sur site que l'atelier de traitement n'était pas encore en fonctionnement lors des constats. Selon l'exploitant une mise en route est envisagée, sur le deuxième semestre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 7.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • son organisation, • le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre, • les consignes pour l'accès des secours, • la localisation des zones de dangers, • l'emplacement des moyens de lutte contre un incendie,

- les moyens de liaison avec le service d'incendie et de secours.

Ce plan est communiqué au Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin avant le démarrage des installations.

Constats :

En amont du contrôle sur site l'exploitant a transmis le Plan de Défense Incendie de ses installations (ASP-HSE-PR-0-X-022 révision D du 31/10/2024). Le contrôle de ce document met en avant les écarts suivants :

- les emplacements prévus pour la mise en œuvre des moyens mobiles d'intervention ne figurent pas dans le corps du plan de défense ou sur l'annexe 5 (moyens de lutte incendie). Dans le cas du site, ces éléments doivent figurer dans ce plan d'intervention compte tenu du fait que l'exploitant considère que les moyens en eaux utilisées par les services de secours ne seront pas susceptibles de générer des eaux d'extinction susceptibles d'être souillées sur le point de rejet d'eau pluviale EP5 du site,
- la localisation des zones de dangers mise en avant dans le document ne concerne que la partie exploitée commercialement par la société John Cockerill Hydrogène France, les zones à risques de la partie exploitées commercialement par la société John Cockerill Europe Environnement n'est pas traité dans le document,
- le document ne décrit pas l'organisation, ou le schéma d'alerte (moyens de liaisons avec le SIS) pour la partie exploitée commercialement par la société John Cockerill Europe Environnement,
- les moyens de lutte contre l'incendie interne au site (détection, désenfumages, moyens d'extinction, etc) ne sont pas décrits pour la partie exploitée commercialement par la société John Cockerill Europe Environnement.

Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis par courriel du 13/12/2024 la mise à jour du plan de défense incendie (ASP-HSE-PR-0-X-022 révision E du 13/12/2024). Cette révision met en avant une évolution quant à l'identification des emplacements dédiés à la lutte contre l'incendie notamment les zones réservées à la mise en œuvre des moyens de secours extérieurs par le SIS. Ainsi le premier point mentionné en écart ci-dessus est considéré comme soldé. Cependant les autres écarts n'ont pas été traités par l'exploitant. Ainsi l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'intégralité de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est à noter que par courriel du 06/12/2024 (suite à une sollicitation de l'Inspection), le SIS mentionne, contrairement aux affirmations tenues par l'exploitant lors du contrôle, que l'intervention sur site pourrait (en fonction de la situation) nécessiter la mise en œuvre de moyens d'intervention aériens (par arrosage des toitures et façades des bâtiments). Il appartient donc à l'exploitant de prendre en compte ces possibilités d'opérations afin de gérer l'ensemble des eaux d'extinction susceptibles d'être générées et émises par le site.

Par ailleurs, l'emplacement nouvellement indiqué par l'exploitant dans son PDI pour le positionnement prioritaire des moyens d'intervention du site, est adjacent au bâtiment traitement de surface. Or, dans son étude de dangers, l'exploitant identifie des effets thermiques à 8kW/m^2 (limite de zone d'exposition aux services de secours en intervention) jusqu'à 13,5 m. Il appartient à l'exploitant lors de la révision de son PDI de prendre en considération les conclusions de son étude de dangers pour positionner les moyens de secours en dehors de zone d'exposition à des effets létaux significatifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Identification des effets d'un incendie généralisé sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au préfet, à l'inspection des installations classées et au Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'étude de la modélisation incendie. En fonction des résultats de cette étude, l'exploitant se positionnera quant à la nécessité de compléter les moyens de lutte contre l'incendie, mentionnés au présent chapitre, en proposant les modifications ad hoc. Les moyens seront complétés selon l'avis de l'inspection des installations classées et du Service d'incendie et de secours du Haut-Rhin.
Constats : Ce point de contrôle fait suite : <ul style="list-style-type: none">• au point de contrôle n°5 mentionné dans le rapport du 24/01/2024 relatif au contrôle sur site du 15/12/2022, et à la suite associée (fait caractérisé comme susceptible de suite par l'Inspection). Une réponse de la part de l'exploitant était demandée avant le mois de juin 2023. L'Inspection stipulait notamment dans son rapport que, au vu des conclusions de l'étude transmise, l'exploitant, ne propose pas d'action et ne se positionne pas sur la suffisance de ses moyens de lutte contre l'incendie. Par ailleurs l'examen de cette étude par le service d'inspection soulevait des questionnements dont le détail a été annexé (annexe 2) au rapport transmis.• à la transmission par l'exploitant en octobre 2023 d'un rapport d'étude (REH2023N01452-RAM-RP-00001 du 19/10/2023) de modélisation de l'incendie dans l'atelier traitement de surface. Le contrôle du rapport d'étude n°REH2023N01452-RAM-RP-00001 du 19/10/2023 amène l'Inspection à conclure que l'exploitant n'a pas répondu aux questions soulevées par l'Inspection dans son rapport du 24/01/2024. En effet dans ce document l'exploitant s'attache à démontrer qu'un incendie généralisé de l'atelier traitement de surface est improbable compte tenu d'un ensemble d'éléments liés à la conception prévue de l'atelier, et à des mesures de prévention ou d'intervention qui permettraient d'endiguer un feu généralisé. L'étude transmise par l'exploitant ne répond pas aux dispositions prévues par l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022, et ne répond pas aux demandes formulées par l'Inspection dans son rapport du 24/01/2024 (annexe 2). En effet, concernant l'article 7.3.5, il convient de rappeler que cet article a été pris dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation déposée par l'exploitant en date du 28 juin 2021, complétée le 16 septembre 2021 et les 4 et 13 octobre 2021. Ainsi dans le cadre de cette demande, l'exploitant s'était engagé (en réponse à l'avis de la MRAE du 08/12/2021) à reprendre une étude de modélisation de ses installations et d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour la surveillance dans l'environnement en cas de sinistre. Par ailleurs, le rapport du 16/03/2022 du commissaire enquêteur fait état des points suivants : <ul style="list-style-type: none">• page 15 du rapport : <i>"Concernant l'étude de danger, cette dernière se focalise essentiellement sur la nouvelle activité de soudure et de traitement de surface sans prendre en compte l'activité initiale maintenue de chaudronnerie plastique pourtant partie intégrante des activités de l'entreprise sur ce site. On pourrait notamment penser que les stocks de matières plastiques diverses destinées à la fabrication des pièces de chaudronnerie en plastique, de par leur caractère combustible, pourraient constituer un risque majorant en cas d'incendie même si des mesures préventives sont prévues (séparation des divers ateliers par des murs coupe-feu évitant la propagation d'un éventuel sinistre). Le cas d'un incendie généralisé des bâtiments dédiés à l'activité de chaudronnerie plastique n'a pas été étudié (cf le début d'incendie du 10/06/2017 dans le hall « pilote »).</i>"• page 47 du rapport, le Commissaire Enquêteur reporte une réponse apportée par l'exploitant à Alsace Nature sur leurs craintes liées à l'incendie du site : <i>"point 2.14 : Nous</i>

avons, avec notre prestataire ARIA, démarré l'étude de la modélisation incendie. Nous prendrons en considération les aménagements préconisés le cas échéant et étudierons leur faisabilité technico-économique."

- page 48 le Commissaire Enquêteur explicite le commentaire suivant : "Par contre, il est très regrettable que l'étude de la modélisation incendie initiée par l'entreprise ne soit pas disponible au moment de l'enquête publique. Cela renvoi à une hypothétique prise en compte de ses conclusions par l'entreprise. Il faudra donc que cette étude soit fournie avant la mise en service des installations et validée par les services d'incendie et de secours ainsi que par l'inspection des installations classées".
- page 65 du rapport le Commissaire Enquêteur conclut par l'avis suivant : "Je donne un avis AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation environnementale déposée par l'entreprise CMI-EE d'Aspach-Michelbach sous la **RÉSERVE SUIVANTE (Si la réserve n'est pas levée par le pétitionnaire, l'avis est réputé défavorable)** : L'entreprise devra fournir une modélisation incendie et un plan de défense incendie qui devront être transmis à l'inspection des installations classées (éventuellement aussi au SDIS) avant le démarrage de la nouvelle activité."

L'analyse de ce rapport permet d'explicitier clairement les attendus de la prescription de l'article 7.3.5 pris en référence. Ce qui était attendu, et ce à quoi l'exploitant s'était engagé, c'est la réalisation de modélisation d'incendies généralisés des parties non abordées dans l'étude de dangers. Cette modélisation n'avait pas vocation à remettre en cause le scénario n°3 de l'étude de dangers des installations (incendie généralisé de l'atelier traitement de surface), scénario par ailleurs fortement appuyé par l'accidentologie récente sur les traitements de surface et qui ne peut être occultée. Le détail de l'examen des éléments transmis par l'exploitant est repris en annexe du présent rapport.

Considérant l'ensemble des éléments mentionnés ci-avant l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec la reprise de l'étude de dangers de ses installations, il appartient à l'exploitant de répondre aux éléments de réserve mentionnés ci-avant et faisant partie des conditions d'obtention de son autorisation (réserves formulées par l'autorité environnementale, et par le commissaire enquêteur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Étude de dangers

Référence réglementaire :

- Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.181-25
- Code de l'environnement du 11/01/2023, article D181-15-2

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Article L.181-25 du code de l'environnement :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la

probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Article D181-15-2 du code de l'environnement :

III. - L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Constats :

Comme le démontre l'examen de l'étude de dangers des installations joint en annexe, du présent rapport, cette dernière contient de nombreux manquements méthodologiques, notamment aux prérequis de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, et aux guides reconnus par le ministère en matière de réalisation d'étude de dangers dans des ICPE soumises au régime de l'autorisation.

Elle est par ailleurs non-conforme (les éléments circonstanciant les incomplétudes sont détaillés dans l'annexe du présent rapport) aux dispositions réglementaires pris en référence du présent point de contrôle considérant que :

- l'exploitant n'a pas identifié les risques de toxicité par inhalation d'un ensemble de produits qu'il emploie et stocke sur son site,
- les effets hors site indirects des installations sur des installations sensibles telles que canalisation de livraison gaz (et inversement) ne sont pas étudiés par l'exploitant,
- comme mentionné par l'autorité environnementale et le commissaire enquêteur, l'étude de dangers des installations, n'est pas en relation avec l'importance des risques engendrés puisqu'elle ne traite pas des risques induits par les activités de stockages et transformation de matières plastiques, ou de stockage et emploi de matières pouvant générer des nuages toxiques par inhalation,
- l'exploitant n'explicite pas ses méthodes de cotations en probabilités, cinétique, et gravité, et notamment les liens entre ces cotations, et la méthodologie d'analyse préliminaires des risques,
- l'étude de dangers n'identifie pas explicitement les barrières permettant de réduire les probabilités d'occurrence ou les effets des accidents potentiels pouvant survenir sur son site,
- l'exploitant exclut de son analyse détaillée des risques, des scénarios d'accident qu'il considère pourtant comme susceptibles d'avoir des effets hors site et avoir des effets critiques (scénarios n°1, 3, 4, 5 et 6),
- l'exploitant identifie des scénarios d'accident dans un couple de gravité/probabilité (les scénarios n°1, 3, 4 et 5) nécessitant une action de réduction du risque de sa part sans pour autant envisager d'action en vue de réduire le risque, ni même développer un argumentaire visant à montrer qu'une réduction ne serait pas économiquement viable.

Il est ainsi considéré par l'inspection des installations classées que l'étude de dangers remise par l'exploitant ne répond pas aux dispositions des articles L.181-25 et D181-25-2-III du code de l'environnement concernant notamment l'identification des risques auxquels l'installation peut exposer directement ou indirectement les tiers et l'environnement, ou encore l'atteinte dans des conditions économiquement acceptables d'un niveau de risque aussi bas que possible.

Il est à noter que l'exploitant s'est formellement engagé dans une démarche de reprise intégrale de l'étude de dangers de son site, il a pu fournir postérieurement au contrôle la preuve (commande passée à un bureau d'étude pour assistance à la réalisation de cette étude), qu'un

travail de mise en conformité des installations était d'ores et déjà engagé par ses soins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de prendre en considération les éléments stipulés dans l'annexe du présent rapport pour la reprise de l'étude de dangers de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois